

ENQUETE CONJONCTURE FNAR 2024

Chers adhérents,

Ci-dessous la traditionnelle enquête de conjoncture réalisée par la FNAR.

Un grand merci pour votre participation, indispensable à votre fédération pour qu'elle vous représente au mieux.

Depuis 2022, la FNAR travaille à maintenir et relancer cette enquête. Vous y répondez favorablement, de façon variable d'une année sur l'autre, mais on peut se féliciter que le nombre d'entreprises participantes a progressé :

2019 : 27 entreprises
2020 : 28 entreprises
2021 : pas d'enquêtes
2022 : 77 entreprises
2023 : 107 entreprises
2024 : 79 entreprises

Sur un total de 267 entreprises adhérentes, les 79 entreprises répondantes ont permis d'établir une photographie économique et conjoncturelle représentative des entreprises FNAR, au nombre de 267 en 2024. Soit un taux de participation de 29,5 % ; ce qui dans le « monde des enquêtes/sondages » est considéré comme bon et significatif.

Moins d'entreprises participantes par rapport à l'année passée. Il faut cependant remettre cela en perspective de la tendance prise depuis 2022 qui enregistre des taux de participation satisfaisants par rapport aux années antérieures.

Les données transmises sont anonymisées et analysées pour dégager des tendances métier.

Ces données sont essentielles et destinées à vous communiquer des données économiques. Elles servent également aux représentants FNAR qui négocient votre convention collective.

Nous comptons plus que jamais sur vos participations, toujours plus nombreuses aux diverses enquêtes et sondages FNAR afin de faire « parler » vos activités, via ces chiffres et ainsi vous représenter au mieux.

Quatre volets ont été abordés dans cette enquête :

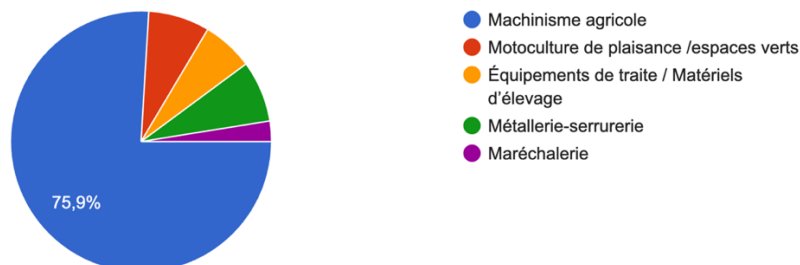
1. Entreprises FNAR
2. Conjoncture économique
2024
3. Salaires
4. Perspectives 2025

1. Typologie des entreprises adhérentes FNAR

La typologie des adhérents de la FNAR est stable : les entreprises ayant répondu à l'enquête sont essentiellement issues du machinisme agricole et ont en majorité moins de 20 salariés.

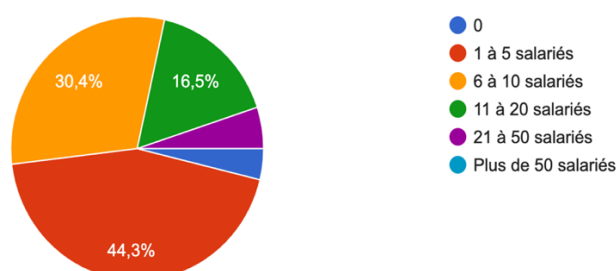
Quelle est votre activité principale ?

79 réponses



Quel est votre effectif salarié ?

79 réponses



Cette typologie d'entreprises, est historiquement stable. La FNAR représente aussi les secteurs de la motoculture de plaisance/espaces verts, équipements de traite. Des secteurs dans lesquels la FNAR commence à faire parler d'elle.

2. Conjoncture économique 2024

Si l'on se penche sur la conjoncture d'un point de vue macroéconomique, l'inflation est revenue à des niveaux acceptables. Dans un contexte économique où les bonnes nouvelles sont rares, le recul de l'inflation est à souligner. À la suite du blocage des chaînes de valeur générée par la crise sanitaire, puis au « choc gazier » provoqué par la guerre en Ukraine, l'inflation avait augmenté à des niveaux inédits depuis quarante ans. La crainte était grande que l'inflation soit durable du fait d'une boucle auto-entretenu entre les prix et les salaires. Mais, dans le sillage de la baisse des prix de l'énergie, l'inflation a progressivement baissé pour s'établir à 1,4 % en glissement annuel en janvier en France. Le choc inflationniste est désormais derrière nous.

La croissance française reste poussive. Elle reste bloquée aux alentours de 1 %. Les taux d'intérêt élevés pénalisent fortement la construction. Le contexte budgétaire incertain est un frein à la prise de décision des ménages et des entreprises. Les difficultés de nos voisins, notamment l'Allemagne qui est le principal client de la France, limitent le soutien apporté par le commerce extérieur. La baisse de l'inflation, qui redonne un peu de pouvoir d'achat aux ménages, est le seul point positif dans la conjoncture actuelle.

La croissance mondiale manque de dynamisme. La Chine, moteur de la croissance mondiale ces vingt dernières années, s'essouffle progressivement du fait d'un déséquilibre grandissant entre des montants très élevés d'investissement et une consommation atone. Les États-Unis tirent pour leur part la croissance mondiale, notamment du fait de déficits publics élevés. La croissance moyenne des émergents peine à retrouver sa vigueur d'avant la crise sanitaire et l'Europe, comme le Japon, demeure engluée dans une croissance molle.

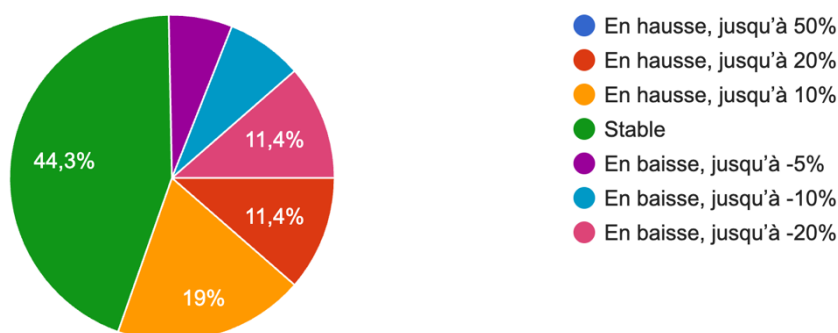
La politique commerciale de Donald Trump demeure une incertitude majeure. Donald Trump menace d'imposer de forts droits de douane, sans nécessairement mettre ses menaces à exécution. Son comportement erratique rend toute prévision difficile, mais le risque d'une guerre commerciale majeure est une menace réelle qui pèse sur la croissance mondiale.

Pour les adhérents de la FNAR, du point de vue économique, la stabilité constatée sur les années 2022 et 2023 s'est infléchie. En effet, depuis plusieurs années 50% des entreprises déclaraient avoir un chiffre d'affaires stable. En 2024, seul 44,3% des entreprises estiment avoir une situation stable.

Cette instabilité s'explique par des retards de paiement en forte hausse, par rapport aux années précédentes, de 10 points (26% en 2023 contre 35% 2024). En revanche les entreprises ont su garder des niveaux de trésorerie permettant de ne pas faire varier à la baisse les effectifs et d'honorer les factures fournisseurs.

Comment décrivez-vous l'évolution de votre chiffre d'affaires sur l'année 2024 ?

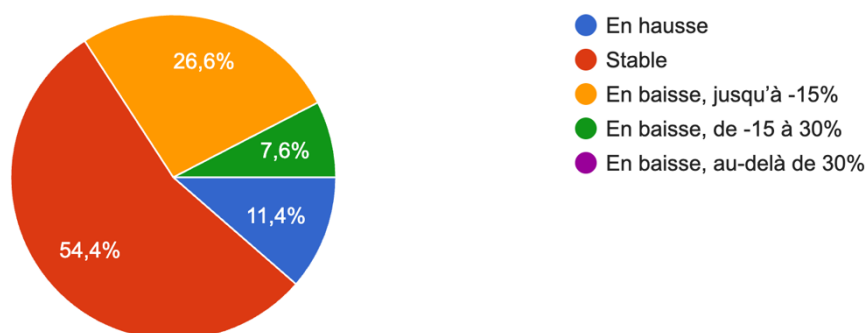
79 réponses



Ce résultat est l'une des bonnes surprises du sondage. Le C.A. des entreprises se maintient voire progresse.

Quelle est l'évolution de votre trésorerie sur l'année 2024 ?

79 réponses



« Nerf de la guerre », la trésorerie n'est pas trop « attaquée ». Néanmoins, un tiers des répondants évoquent une baisse. D'où la nécessité pour les entreprises de faire preuve d'une très grande vigilance sur leurs recouvrements (toutes le confirment, elles ont accordé plus de temps à cet aspect de leur gestion).

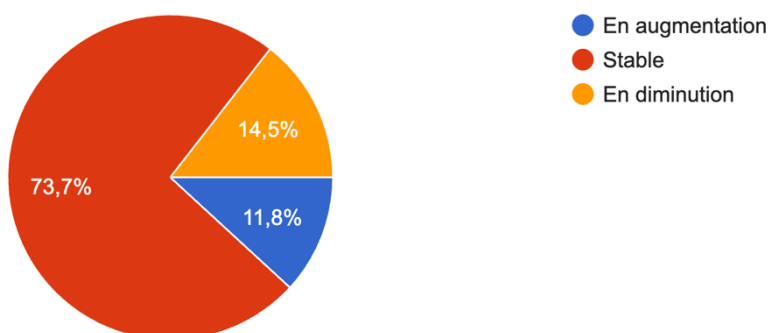
La France est dans une situation intermédiaire parmi les pays européens. La croissance française s'est établie à 1,1 % en 2024, comme en 2023. Le pays ne subit pas les vents contraires de l'Allemagne (dépendance au gaz russe, aux exportations vers la Chine et au secteur automobile) mais, malgré un déficit public élevé, ne parvient pas à stimuler sa croissance ni à accroître sa productivité.

Contrairement à la sortie de la crise sanitaire où l'investissement des entreprises avait été dynamique, son repli (-1,5 % en 2024) pèse nettement sur la croissance française.

L'investissement des seuls ménages, c'est-à-dire l'immobilier, souffre particulièrement des taux élevés, avec une chute de 6,0 % l'an dernier. La consommation des ménages reste positive grâce à la baisse de l'inflation qui redonne du pouvoir d'achat aux ménages et le commerce extérieur a apporté une contribution significative (0,9 point) à la croissance française en 2024.

Quelle est l'évolution de votre effectif salarié sur l'année 2024 ?

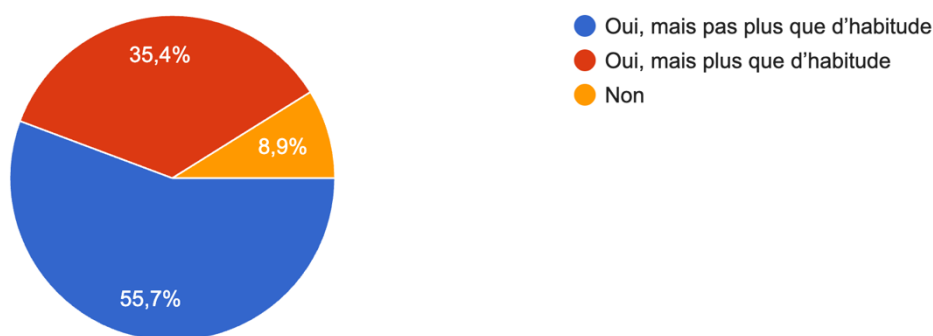
76 réponses



Au niveau national, après un point haut en 2021, le climat des affaires comme le climat de l'emploi se dégradent de plus en plus. Hors crise sanitaire, le climat des affaires et de l'emploi est au plus bas depuis dix ans. Cette évolution est cohérente avec le contexte macroéconomique et politique qui n'est pas propice à une amélioration du climat des affaires.

Durant l'année 2024 avez-vous subi des retards ou des reports de paiements de la part de vos clients ?

79 réponses

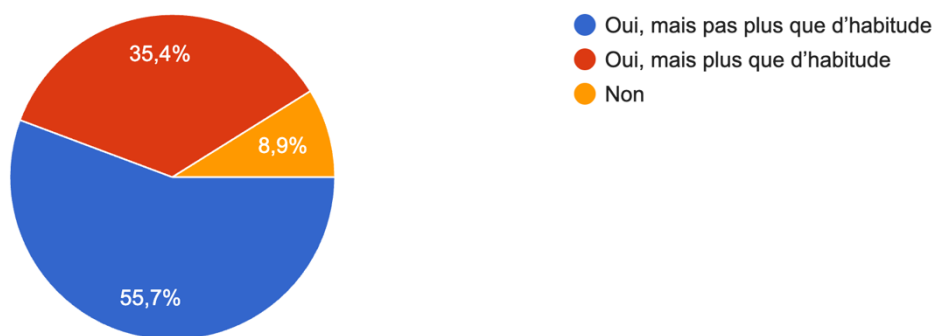


Le coût du crédit a atteint 4,8 % fin 2023, après quoi il a baissé pour se situer à 4,2 % en novembre 2024. Cependant, dans le même temps, l'inflation a baissé d'environ quatre points.

En conséquence, le coût réel du crédit est élevé (près de 3 %), ce qui explique les difficultés de certains secteurs (notamment le bâtiment, dépendants de l'accès au crédit).

Durant l'année 2024 avez-vous subi des retards ou des reports de paiements de la part de vos clients ?

79 réponses



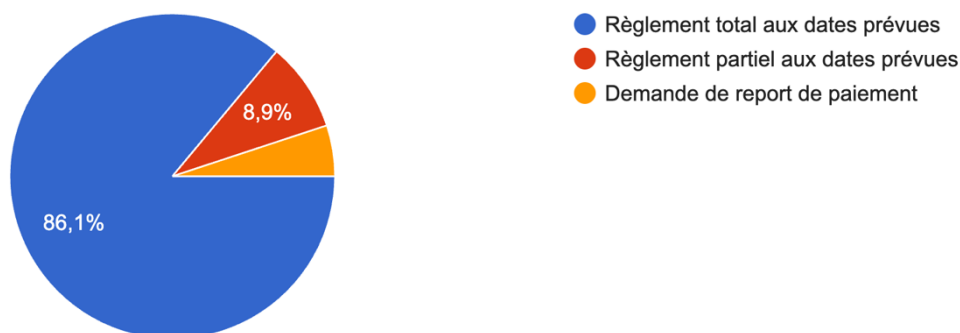
La BCE a baissé son taux de refinancement à 2,75 %, après un pic à 4 % à l'automne 2023, et la tendance de baisse des taux devrait se poursuivre du fait de la faiblesse de l'inflation.

En conséquence, le coût du crédit pour les entreprises devrait continuer sa baisse entamée depuis plus d'un an. Ce scénario central est cependant tributaire du contexte géopolitique. En effet, une guerre commerciale avec les États-Unis pourrait être inflationniste et donc limiter la hausse des taux.

Même si la hausse de l'inflation ne se produisait qu'aux États-Unis, la hausse des taux qui en résulterait pourrait se répercuter en Europe (il faudrait proposer des taux plus élevés pour éviter que l'épargne aille se placer aux États-Unis).

Comment avez-vous réglé vos fournisseurs ?

79 réponses



Ce résultat est remarquable notamment parce qu'il témoigne d'un état sain des entreprises qui, dans un contexte compliqué, honorent dans leur grande majorité leurs engagements financiers.

3. Gestion des salaires

Pour rappel, l'année 2024 a été marquée par des négociations de branche complexes. SEDIMA, une fédération également représentative du secteur des matériels agricoles a été la seule signataire d'une revalorisation des salaires minima à +3%

Une revalorisation à laquelle la FNAR s'est opposée. Ceci explique que cette augmentation ne se soit pas appliquée aux entreprises membres de la FNAR.

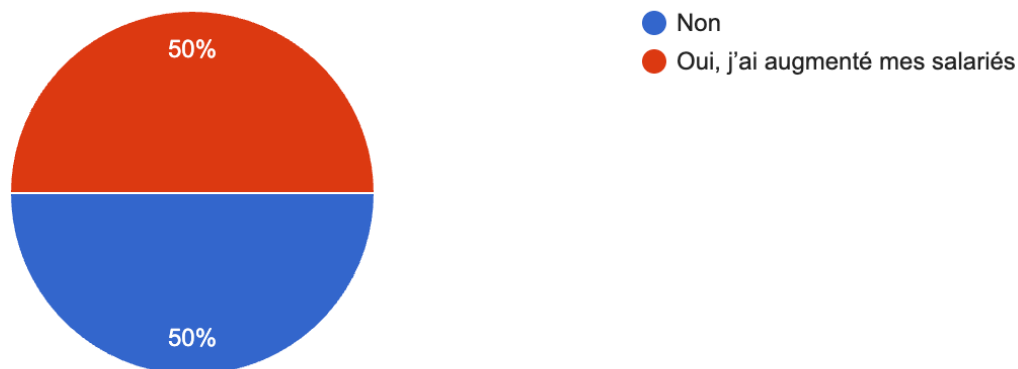
La non-revalorisation des salaires minima n'a pas empêché les entreprises volontaires de procéder à des augmentations. Cela concerne globalement une entreprise sur deux. En revanche les prévisions pour début 2025 sont à la baisse puisque seul 26% des entreprises envisagent d'augmenter les salaires avec un recours à la prime de partage de la valeur qui se pérennise pour palier des non-revalorisations.

De plus, il ressort de l'enquête que 26% des entreprises rémunèrent les salariés au minima de la branche et 35% des salariés ont des rémunérations supérieures aux minima de 3%.

Ces données justifient et confortent la décision d'opposition prise par les représentants de la FNAR qui auraient eu un impact significatif sur la masse salariale des entreprises.

En l'absence d'accord de branche, avez-vous pratiqué des augmentations de salaires en 2024 (pour rappel seul le SEDIMA a négocié un accord de revalorisation des salaires à +3%. La FNAR s'est opposée à cet accord) ?

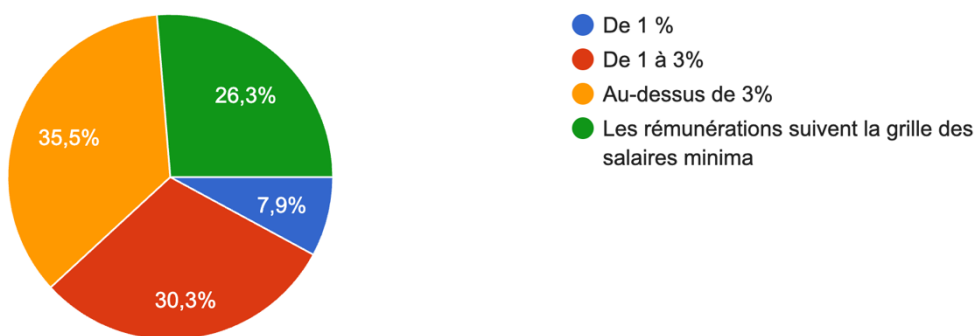
78 réponses



Au niveau national, le taux de chômage a légèrement diminué en 2024. Le taux de chômage s'élève à 7,3% au T4 2024, contre 7,5% au T4 2023.

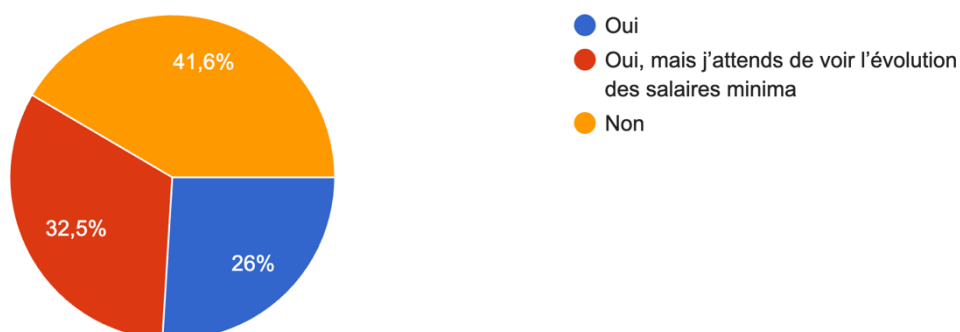
Aujourd'hui vos salariés sont-ils au-dessus des minima conventionnels ? Si oui, de combien en moyenne ?

76 réponses



Pour 2025, envisagez-vous d'augmenter vos salariés ?

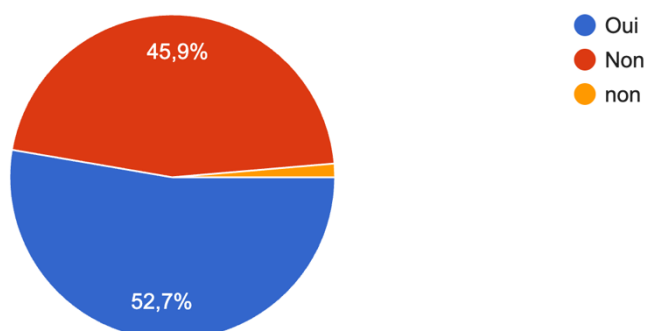
77 réponses



En France, l'emploi salarié se maintient à un niveau élevé. Après une forte hausse au lendemain de la crise sanitaire, le nombre d'emplois salariés privés se maintient légèrement au-dessus de 21 millions (dernier chiffre disponible pour le T3 2024). La dégradation du climat de l'emploi ne se manifeste pas, à ce stade, par des pertes d'emplois nettes.

Comptez-vous verser la prime de partage de la valeur ?

74 réponses



4. Perspectives 2025

La dégradation de la conjoncture économique produit ses effets sur le moral des chefs d'entreprise.

Seulement 35% des répondants affirment être optimistes en 2025 (contre 50% en 2023). Malgré cela, les entreprises pensent pouvoir maintenir une activité stable.

Les intentions d'investissements se maintiennent avec seulement 25% des entreprises qui ne savent pas encore ce qu'elles vont faire.

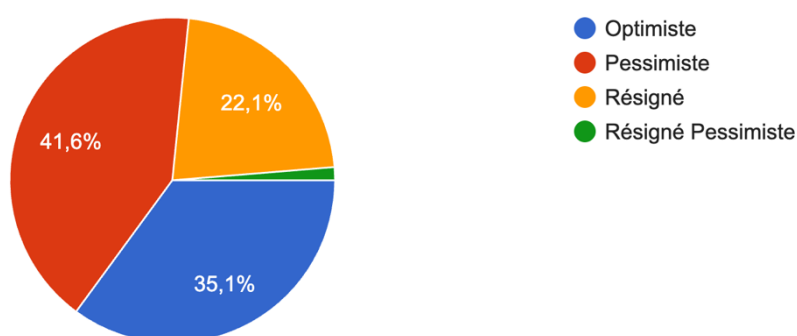
Au niveau national, malgré la volonté affichée par l'État de réindustrialiser le pays et les résultats encourageants de

ces dernières années (par exemple en termes d'investissement ou d'ouverture de sites), la production industrielle stagne depuis trois ans et n'a pas retrouvé son niveau de 2019. Le choc inflationniste a notamment pesé lourdement sur les secteurs industriels les plus énergivores (chimie, métallurgie, verre).

La dépense publique a progressé en 2024. Le déficit public élevé (environ 6 % du PIB) implique que la dépense publique a augmenté, que ce soit pour l'investissement ou la consommation. La nécessité de réduire le déficit public à l'avenir implique que la dépense publique ne devrait pas croître sensiblement, voire baisser dans les années à venir.

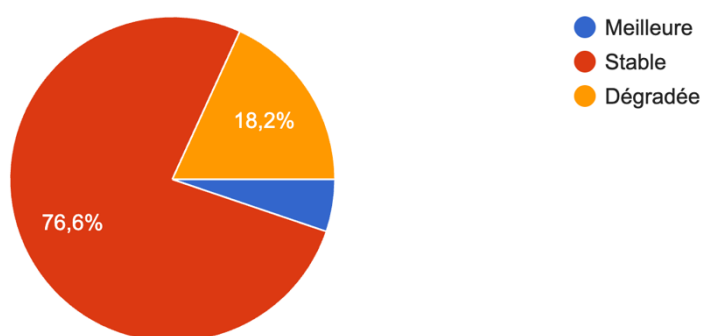
Dans quel état d'esprit êtes-vous concernant les 3 à 6 prochains mois ?

77 réponses



Selon vous, comment sera la situation de votre entreprise dans 3 à 6 mois ?

77 réponses



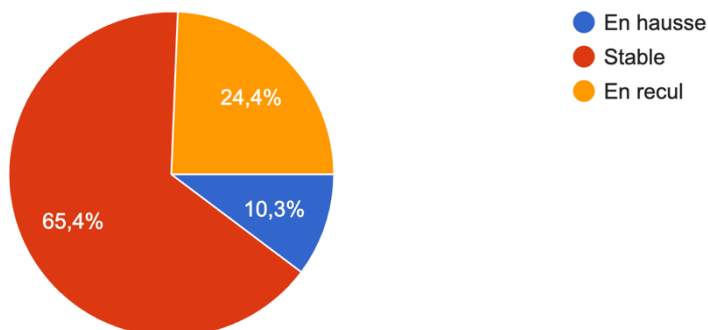
Ces deux derniers « camemberts » sont intéressants car paradoxaux et tout à fait en lien avec toutes les études faites en France sur le « moral des français ». Les adhérents de la FNAR ont plutôt une vision dégradée de la situation mais jugent néanmoins que leur entreprise connaîtra la stabilité.

8 Français sur 10 se déclarent heureux. Le bonheur est très largement majoritaire dans toutes les catégories socio-professionnelles et tous les électors. Malgré ce « bonheur individuel », les français sont très pessimistes quant à

l'état de notre pays et du monde : 84% pensent que notre pays va dans la mauvaise direction, et 68% considèrent que le monde est de plus en plus dangereux.

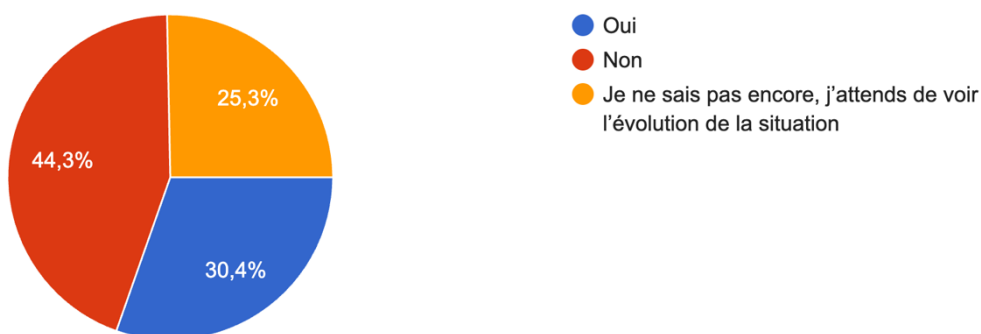
Selon vous, quelle sera l'évolution de votre chiffre d'affaires aux cours des 3 à 6 prochains mois ?

78 réponses



Envisagez-vous d'investir dans les prochains mois (outillages, véhicules, bâtiments...) ?

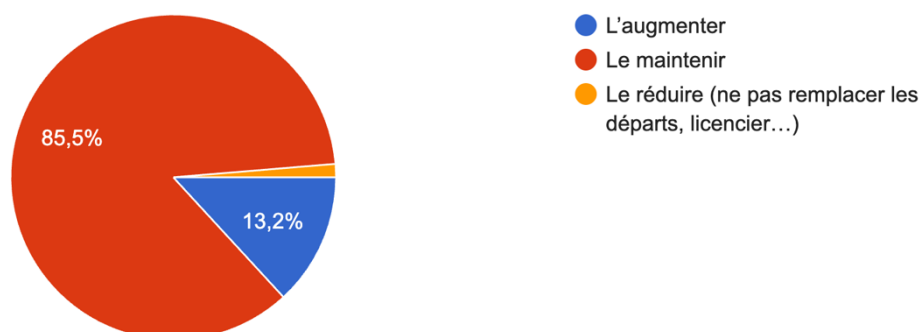
79 réponses



Au niveau national, selon l'INSEE, le solde d'opinion sur l'évolution prévue des investissements au premier trimestre 2025 chute fortement et atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2021.

Concernant votre effectif, qu'envisagez-vous dans les prochains mois ?

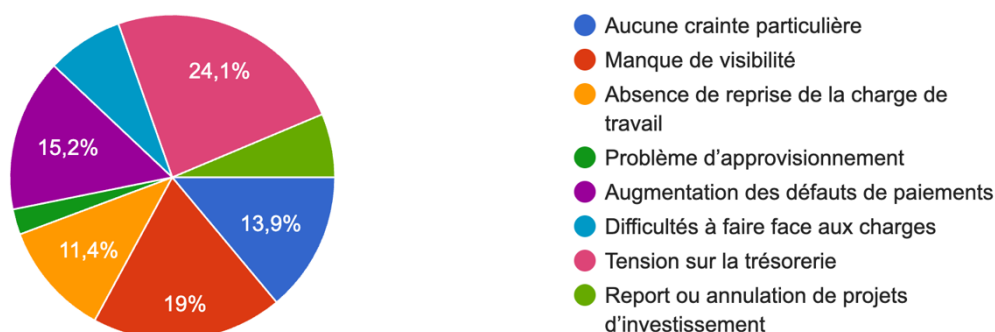
76 réponses



Au niveau national, en janvier 2025, la part d'entreprises déclarant éprouver des difficultés pour recruter poursuit sa baisse entamée en octobre 2022. Ces difficultés restent toutefois fréquentes : 43 % des chefs d'entreprise en France déclarent en rencontrer, une proportion qui reste bien supérieure à la moyenne de longue période.

Quelles sont vos craintes pour les 3 à 6 prochains mois ?

79 réponses

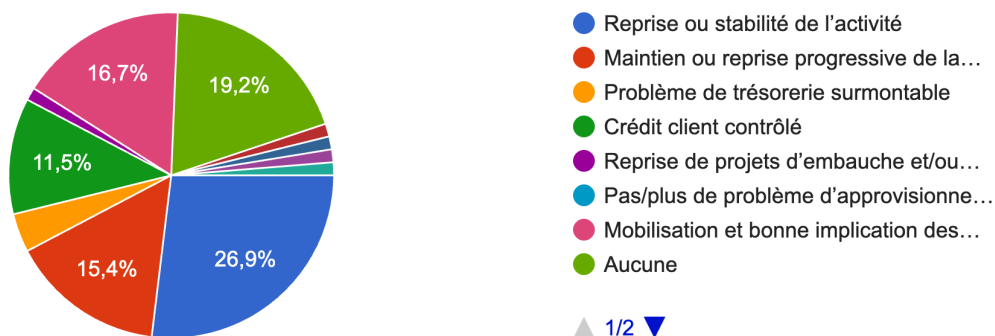


On observe un nombre de craintes exprimées assez conséquent. Néanmoins aucune « nouveauté » dans ces « thèmes » : l'I.A, la guerre en Ukraine, la nouvelle position américaine, la hausse des taux de douanes, etc. ... n'apparaissent pas. Alors que le statut d'artisan ne met absolument pas à l'abri des conséquences portées par ces thématiques.

Notons aussi que presque 14% de répondants n'expriment pas de crainte particulière, c'est un assez beau score dans ce contexte.

Quelles sont vos raisons de positiver ?

78 réponses



Terminons cette analyse sur une note sympathique : presque 44% (26,9 + 16,5%) pour la croyance en une reprise de l'activité et la mobilisation/implication des collaborateurs. Dans l'actuel contexte, de telles affirmations positives sont à souligner.